

Affaire Mponimba : La décision de la Cour d'appel attendue avec anxiété

RFI, 06-06-2014 Burundi : examen de la remise en liberté de Pierre-Claver Mbonimpa Au Burundi, l'une des principales figures de la société civile, Pierre-Claver Mbonimpa est en détention préventive depuis trois semaines. Il est poursuivi pour atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat après des allégations sur des enrôlements suivraient de jeunes burundais dans l'est de la RDC. Il comparait, jeudi, devant la Cour d'appel de Bujumbura, qui doit statuer sur sa demande de mise en liberté provisoire.

Ils étaient deux cents, peut-être trois cents, jeudi, devant le palais de justice de Bujumbura, à braver un soleil de plomb qui tapait très dur, une chaleur suffocante, ainsi que des dizaines de policiers chargés de les maintenir à distance. Les associations de la société civile engagées dans la campagne « Libérez le vieux Mbonimpa » avaient appelé les gens à porter un costume ou un habit de couleur verte, la couleur des détenus au Burundi, mais très peu avaient osé franchir le pas. « Nous aurions aimé, mais nous avons peur, peur des persécutions qui s'observent ici et là. Mais nous le soutenons bien évidemment parce qu'il plaide pour les droits de tous le monde », explique alors un homme. Mais petit à petit, les gens se sont enhardis. Des sacs plastiques verts, des branches aux feuilles bien vertes ont commencé à fleurir au milieu de cette foule, qui s'est mise à encourager son champion lorsqu'il est arrivé à bord d'un gros camion des services pénitentiaires du Burundi. « Un homme de mérite » « Mbonimpa est un homme de mérite, le Burundi a besoin de lui. Les veuves comptent sur toi, sur toi », déclare une femme. Et c'est un Pierre-Claver Mbonimpa qui jusqu'aux larmes qui s'est ensuite engouffré dans le palais de justice, au milieu d'une nuée de policiers. Il est resté sur son audience qui s'est déroulée à huis clos devant la chambre de conseil de la cour d'appel après trois heures de débats. Un de ses avocats, Me Antoine Nzobandora, était plutôt dubitatif : « Je me rappelle la phrase d'un grand auteur qui a dit que c'est au plus profond de la nuit qu'il faut croire en la lumière, nous y croyons. Nous ne perdons pas espoir ». Cette cour a 48 heures pour statuer si oui ou non, cette figure de la société civile burundaise va bénéficier de la liberté provisoire. Un militant soutenu par les Etats-Unis L'ambassadrice des Etats-Unis auprès des Nations unies l'avait déjà exprimé sur le réseau social Twitter. Samatha Power avait clairement appelé à la libération de Pierre-Claver Mbonimpa, expliquant qu'il fallait mieux enquêter sur ces allégations plutôt que de s'en prendre aux messagers. Voilà qu'à son tour, Russ Feingold, l'envoyé spécial de Barack Obama pour les Grands Lacs, enfonce le clou. Depuis Kinshasa, en RDC, il exprimait, jeudi, son inquiétude : « Il y a eu une audience aujourd'hui pour étudier sa remise en liberté, nous pensons que cette détention soulève toute une série de questions sérieuses, il faut que la procédure soit respectée et qu'il ait droit à un procès équitable. Mais surtout, c'est vraiment inquiétant quand quelqu'un qui fait enquête, sans doute l'un des plus célèbres activistes du pays, se retrouve emprisonné de cette façon. Nous avons exprimé notre inquiétude et espérons qu'il sera libéré bientôt ». Cette inquiétude, Russ Feingold l'a exprimée en dernier au président Nkurunziza lui-même. A l'issue de cette rencontre, lui et les autres envoyés spéciaux pour les Grands Lacs ont fait une déclaration forte, mais en des termes très généraux se disant très préoccupés par les restrictions sur les libertés à l'approche des élections. L'arrestation et surtout le maintien en détention de Pierre-Claver Mbonimpa seraient un très mauvais signe, confirment d'autres diplomates.